

**UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE**

La Commission

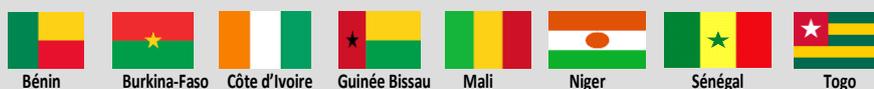
**Département des Politiques Economiques
et de la Fiscalité Intérieure**



NOTE DE CONJONCTURE ECONOMIQUE REGIONALE DANS L'UEMOA

N°53

3^e trimestre 2021



Décembre 2021

La note de conjoncture économique régionale dans l’UEMOA est une production trimestrielle du Département des Politiques Economiques et de la Fiscalité Intérieure de la Commission de l’UEMOA dirigé, depuis mai 2021, par **Monsieur Mahamadou GADO**.

L’édition 53 de la note de conjoncture économique régionale a été préparée sous la supervision de :

- **Monsieur Kalidou THIAW**, Directeur de la prévision et des études économiques ;

par une équipe de la Direction de la Prévision et des études économiques composée de :

- Monsieur Koladé Ayédero OKOUDJOU, Chef de la Division des études économiques ;
- Monsieur Aba CAMARA ; Chargé des études et des statistiques économiques ;
- Monsieur Soumana HAROUNA IDE, Chargé des prévisions et des études économiques ;
- Monsieur Totas A. Joao CORREIA, Chargé des prévisions et des études économiques ;
- Monsieur Abiboulaye MOUSSA, Chargé de la surveillance multilatérale.

avec des données collectées dans les Etats membres par les correspondants nationaux désignés ci-après :

- Bénin : Monsieur Assousia Yves KOKOU de la Direction Générale des Affaires Economiques (DGAE) ;
- Burkina Faso : Monsieur Issaka NIANGAO de l’Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD) ;
- Côte d’Ivoire : Monsieur Yao Eric KOUAKOU de la Direction Générale de l’Economie (DGE) ;
- Guinée Bissau : Madame Laudimila Caty Silva RICCIULLI CAMARA de la Direction Générale de la Prévision et des Etudes Economiques (DGPEE) ;
- Mali : Monsieur Seydina Oumar MINTA de l’Institut National de la Statistique (INSTAT) ;
- Niger : Monsieur Mahamadou CHEKARAO de l’Institut National de la Statistique (INS) ;
- Sénégal : Monsieur Amath DIAGO de l’Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie ;
- Togo : Monsieur Komi Venunye AGBOKA de l’Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED).

Table des matières

Liste des tableaux.....	iii
Liste des graphiques	iii
Sigles et abréviations	iv
Résumé	1
Introduction.....	2
1. Conjoncture internationale.....	2
1.1. Activité économique mondiale	2
1.2. Inflation dans les principales régions du monde	3
1.3. Cours des matières premières.....	4
1.4. Taux d'intérêt.....	5
2. Conjoncture dans la zone UEMOA.....	6
2.1. Activité économique régionale.....	6
2.2. Evolution de l'inflation	9
2.3. Secteur extérieur	11
2.4. Finances publiques.....	16
2.5. Situation monétaire.....	18
2.6. Activités de la BRVM	20
3. Principaux faits marquants	22
3.1. Environnement international	22
3.2. Pays de l'UEMOA	24
Conclusion.....	25
ANNEXES	26

Liste des tableaux

Tableau 1 : Cours des principales matières premières en dollars	5
Tableau 2 : Production agricole dans l'UEMOA pour la campagne 2020/2021	7
Tableau 3 : Indice harmonisé de la production industrielle	7
Tableau 4 : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par fonction	10
Tableau 5 : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par Etat membre	10
Tableau 6 : Inflation sous-jacente et nomenclature secondaire de l'IHPC.....	11
Tableau 7 : Recettes et Dépenses publiques dans les Etats membres de l'UEMOA (en mds).....	17
Tableau 8 : Masse monétaire et contreparties dans les Etats membres de l'UEMOA (en mds).....	19

Liste des graphiques

Graphique 1 : Croissance dans les principales régions du monde	3
Graphique 2 : Evolution des cours du pétrole Brent (en dollars par baril)	4
Graphique 3 : Taux de croissance économique dans l'UEMOA.....	6
Graphique 4 : Evolution trimestrielle des exportations de l'Union	12
Graphique 5 : Evolution trimestrielle des importations en valeur de l'Union.....	13
Graphique 6 : Evolution du taux de couverture des importations par les exportations de l'Union (en %)	14
Graphique 7 : Evolution trimestrielle du solde commercial de l'Union (en mds FCFA)	15
Graphique 8 : Evolution trimestrielle du taux de pénétration dans l'Union	16

Sigles et abréviations

BCEAO	: Banque Centrale des Etats de l’Afrique de l’Ouest
BRVM	: Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
CNPE	: Comité National de Politique Economique
Covid-19	: Maladie à coronavirus 2019
FCFA	: Franc de la Communauté Financière Africaine
FED	: Réserve Fédérale des Etats-Unis
FMI	: Fonds Monétaire International
IHPC	: Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
IHPI	: Indice Harmonisé de la Production Industrielle
INS	: Institut National de la Statistique
LIBOR	: Taux interbancaire pratiqué à Londres
mds	: Milliards
nd	: Non disponible
PIB	: Produit Intérieur Brut
TOFE	: Tableau des Opérations Financières de l’Etat
UEMOA	: Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
3T21	: Troisième trimestre 2021
pp	: Points de pourcentage

Résumé

D'après les dernières prévisions du FMI d'octobre 2021, la croissance de l'économie mondiale devrait être de 5,9% en 2021, contre -3,1% en 2020. Ces prévisions sont supérieures de 0,7 point aux prévisions initiales, du fait des mesures de soutien budgétaire supplémentaires prises par quelques grandes économies et de la reprise attendue au deuxième semestre grâce aux campagnes de vaccination contre le coronavirus. En 2022, la croissance serait de 4,9%.

Quant à l'Afrique subsaharienne, sa croissance économique devrait rebondir pour atteindre 3,7% en 2021, contre -1,7% en 2020, soit beaucoup moins que la tendance prévue avant la pandémie. En 2022, la croissance économique de cette partie du continent africain devrait se situer à 3,8%.

Les estimations de croissance pour l'année 2021 indiquent une progression de l'activité économique de l'Union de 6,1%, contre 1,8% en 2020. Les effets négatifs de la crise sanitaire sur les économies des Etats membres de l'Union se sont nettement atténués.

L'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) est ressorti en hausse de 2,0% au cours du troisième trimestre de l'année 2021, en variation trimestrielle. Cette évolution du niveau général des prix, mesuré par l'IHPC global, s'est traduite, en glissement annuel, par une nette progression de 4,2%.

Les exportations de l'Union sont en baisse de 49,2 mds (-1,2%) au troisième trimestre 2021, par rapport au second trimestre de l'année. Les importations de l'Union ont, au cours du trimestre sous revue, augmenté de 17,3 mds (+0,3%) par rapport au trimestre précédent, en lien avec les évolutions contrastées observées dans les Etats membres.

Au terme du troisième trimestre 2021, l'exécution budgétaire au sein des Etats membres de l'UEMOA indique que la position budgétaire globale de l'Union (hors Niger) est restée déficitaire, mais est ressortie en amélioration de 102,5 mds, par rapport au troisième trimestre de l'année 2020, pour se situer à -1370,4 mds.

Pendant la période sous revue, la masse monétaire et les actifs extérieurs nets sont ressortis en baisse, tandis que les créances sur les autres secteurs se sont affichées en hausse.

Introduction

La Commission de l'UEMOA, à travers le Département des Politiques Economiques et de la Fiscalité Intérieure (DPE), élabore, chaque trimestre, la Note de Conjoncture Economique Régionale pour permettre le suivi régulier de la conjoncture économique dans l'Union. Cette note est publiée à l'attention des décideurs régionaux, des chercheurs, des étudiants, des cadres et de tous les utilisateurs de données statistiques sur l'Union. Elle analyse l'évolution des principaux indicateurs conjoncturels dans les huit (08) Etats membres.

L'édition 53 de la note analyse la situation économique et financière, ainsi que celle des échanges des Etats membres de l'UEMOA, au troisième trimestre 2021, et fait une brève projection du trimestre suivant. Elle comporte trois (03) parties : l'environnement international, la conjoncture intérieure et les principaux faits marquants.

Les données de la conjoncture internationale proviennent de la mise à jour d'octobre 2021 de l'édition « Perspectives de l'économie mondiale » du Fonds Monétaire International (FMI) et de la base de données « The Pink Sheet » de la Banque mondiale, tandis que celles relatives à la croissance régionale sont issues du rapport semestriel d'exécution de la surveillance multilatérale de décembre 2021. Quant aux données conjoncturelles nationales, elles ont été rendues disponibles par les Instituts Nationaux de la Statistique (INS), les Comités Nationaux de Politique Economique (CNPE) ou les Directions en charge de la prévision dans les Etats membres, à travers des correspondants nationaux.

1. Conjoncture internationale

1.1. Activité économique mondiale

D'après les dernières prévisions du FMI d'octobre 2021, la croissance de l'économie mondiale devrait être de 5,9% en 2021, contre -3,1% en 2020. Ces prévisions sont supérieures de 0,7 point aux prévisions initiales, du fait des mesures de soutien budgétaire supplémentaires prises par quelques grandes économies et la reprise attendue au deuxième semestre grâce aux campagnes de vaccination. En 2022, la croissance serait de 4,9%.

La vigueur de la reprise escomptée varierait d'un pays à l'autre, selon la gravité de la crise sanitaire, l'ampleur des perturbations à l'activité dans le pays (qui dépendent de la prépondérance des secteurs aux contacts fréquents) et l'exposition aux effets de contagion transfrontaliers, sans oublier l'efficacité des mesures de soutien adoptées pour en limiter les dommages.

Aux Etats-Unis, la croissance économique devrait être de 6,0% en 2021, contre -3,4% en 2020. Le pays devrait retrouver son niveau de croissance de 2019, grâce aux mesures complémentaires de soutien budgétaire à l'économie adoptées en fin 2020. En outre, le plan de sauvetage de l'administration Biden de 1900 milliards de dollars

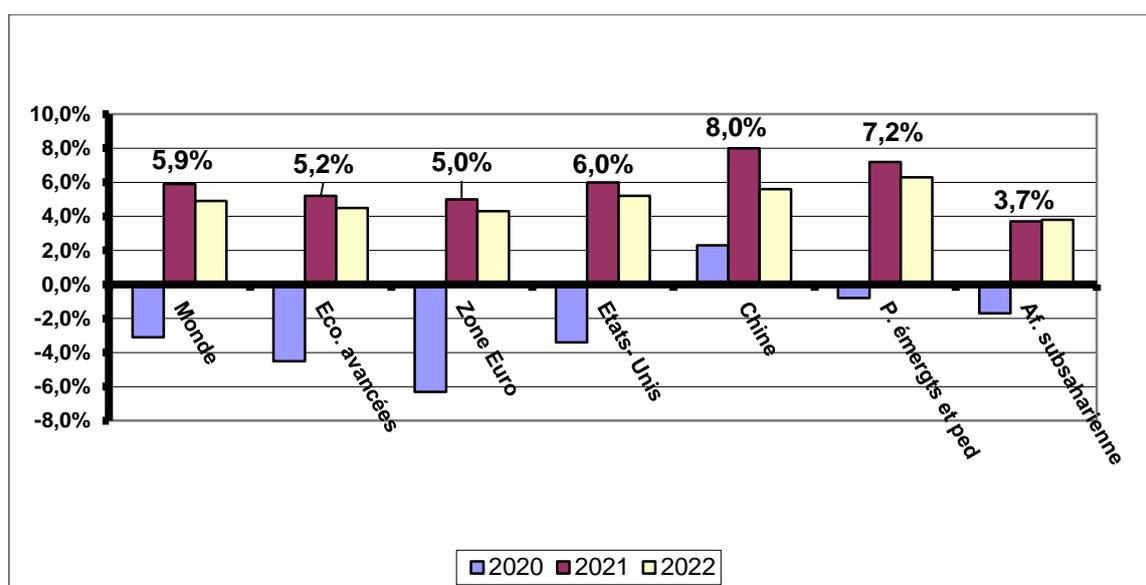
devrait stimuler l'économie et avoir des retombées commerciales sur les principaux partenaires des Etats-Unis. En 2022, la croissance ralentirait à 5,2%.

En Zone euro, les projections de croissance ont été révisées à la baisse et passeraient de -6,3% en 2020 à 5,0% en 2021. Cela s'expliquerait, principalement, par les disparités dans les plans de riposte sanitaire et le comportement des populations face aux infections, la souplesse et la capacité d'adaptation de l'activité économique face aux entraves à la mobilité, par des tendances préexistantes et des rigidités d'ordre structurel antérieures à la crise. En 2022, la croissance devrait ralentir pour se situer à 4,3%.

En Chine, la croissance devrait s'accélérer pour ressortir à 8,0% en 2021, contre 2,3% en 2020. Les autorités chinoises ont pu contenir la propagation du virus et limiter les conséquences de la crise. En 2022, une croissance économique de 5,6% est attendue.

Quant à l'Afrique subsaharienne, sa croissance économique devrait rebondir pour atteindre 3,7% en 2021, contre -1,7% en 2020, soit beaucoup moins que la tendance prévue avant la pandémie. En 2022, la croissance économique de cette partie du continent africain devrait se situer à 3,8%.

Graphique 1 : Croissance dans les principales régions du monde



Source : « Perspectives de l'économie mondiale » du FMI.

1.2. Inflation dans les principales régions du monde

L'inflation globale devrait remonter dans les pays avancés, pour l'année en cours, avec un taux qui se situerait à 2,8% en 2021, contre 0,7% une année plus tôt. Il faut lier cette accélération de la hausse des prix à la reprise des activités, en lien avec l'atténuation de la crise sanitaire. La reprise des activités en 2022 devrait se traduire par un léger ralentissement de l'inflation à 2,3%.

Une augmentation du niveau des prix sera observée dans les pays émergents et en développement. Le taux d'inflation passerait de 5,1% en 2020 à 5,5% pour l'année en

cours, en raison de l'impact relativement moindre de la pandémie sur le commerce de ce groupe de pays car, contrairement aux pays avancés, leurs Gouvernements n'ont pas adopté de mesures de confinement, à l'exception de l'Afrique du Sud. La normalisation progressive des activités commerciales en 2022 permettrait de contenir l'inflation à 4,9%.

1.3. Cours des matières premières

Les cours du pétrole brut (Brent) ont progressé de 6,4% au troisième trimestre 2021, comparativement au trimestre précédent. Cette hausse des cours du brut provient du relèvement de la demande mondiale, consécutive à la reprise de l'activité dans les pays avancés, au quatrième trimestre 2020 et au début de l'année 2021, en lien avec l'assouplissement des mesures restrictives décidées par la plupart des Gouvernements. En glissement annuel, les cours ont progressé de 71,0%.

Graphique 2 : Evolution des cours du pétrole Brent (en dollars US par baril)



Une baisse de 1,4% a été notée entre les deuxième et troisième trimestres de l'année 2021 pour les cours de l'once d'or. Cette évolution résulte de l'amélioration de l'activité économique mondiale, notamment dans les pays avancés. En effet, les cours du métal jaune sont inversement corrélés au niveau de l'activité économique mondiale en raison de son rôle de valeur refuge. En glissement annuel, ces cours baissent de 6,4%.

Les cours du cacao ont progressé de 3,4% lors de la période sous revue, comparativement à un trimestre plus tôt. Cette hausse s'expliquerait surtout par l'augmentation de la demande, suite à l'amélioration de la situation sanitaire. Par rapport au même trimestre de 2020, les cours du cacao ont progressé de 7,0%.

Au troisième trimestre 2021, comparativement au trimestre précédent, les cours du café robusta ont progressé de 22,7%. Cette hausse des prix du café pourrait être la conséquence de la progression de la demande mondiale, suite à l'amélioration de

l'activité économique mondiale. En glissement annuel, les cours du café robusta ont augmenté de 37,6%.

Les cours du coton ont, quant à eux, progressé de 9,4%, comparativement au trimestre précédent, et de 444,2% en glissement annuel. Cette évolution est liée, comme pour les autres matières premières, à une bonne tenue de la demande mondiale impulsée par la hausse du niveau de l'activité économique dans les pays avancés, au cours du trimestre sous revue.

Tableau 1 : Cours des principales matières premières en dollars

Matières premières	Unité	2020	2021		Variations en %	
		T3	T2	T3	21T3/ 21T2	21T3/ 20T3
Pétrole brut (Brent)	\$ / bbl	42,7	68,6	73,0	6,4	71,0
Cacao	c / kg	230,0	238,0	246,0	3,4	7,0
Café arabica	c / kg	350,0	402,0	475,0	18,2	35,7
Café robusta	c / kg	157,0	176,0	216,0	22,7	37,6
Huile d'arachide	\$/tm	1 879,0	-	-	-	-
Huile de palme	\$/tm	751,0	1 084,0	1 129,0	4,2	50,3
Huile de palmiste	\$/tm	730,0	1 479,0	1 348,0	-8,9	84,7
Maïs	\$/ tm	156,0	288,5	255,3	-11,5	63,7
Riz brisé 5%	\$/ tm	497,3	484,7	405,7	-16,3	-18,4
Sorgho	\$/ tm	184,6	-	-	-	-
Blé	\$/ tm	213,8	271,9	264,8	-2,6	23,9
Banane	\$/ tm	89,0	96,0	88,0	-8,3	-1,1
Farine poisson	\$/ tm	-	-	-	-	-
Sucre	c/kg	28,0	37,0	42,0	13,5	50,0
Bois (Sawnwood) Cameroun	\$/décimètre cube	619,3	670,0	660,3	-1,4	6,6
Coton (A Index)	c/kg	154,0	203,0	222,0	9,4	44,2
Phosphate roche	\$/ tm	77,1	107,5	136,5	27,0	77,0
Or non monétaire	\$/ toz	1 912,0	1 815,0	1 789,0	-1,4	-6,4

Source : PINKSHEET (Banque mondiale).

1.4. Taux d'intérêt

Le taux des dépôts en dollars à (06) six mois serait de 0,2% en 2021, contre 0,7% en 2020, au niveau du LIBOR. En 2022, ce taux pourrait être de 0,4%.

Le taux des dépôts en euros à (03) trois mois serait de -0,5% en 2021, contre -0,4% en 2020. En 2022, ce taux serait de -0,5%.

Le taux des dépôts en yens à (06) six mois se situerait à -0,1%, contre 0,0% en 2020. En 2022, ce taux serait de 0,0%.

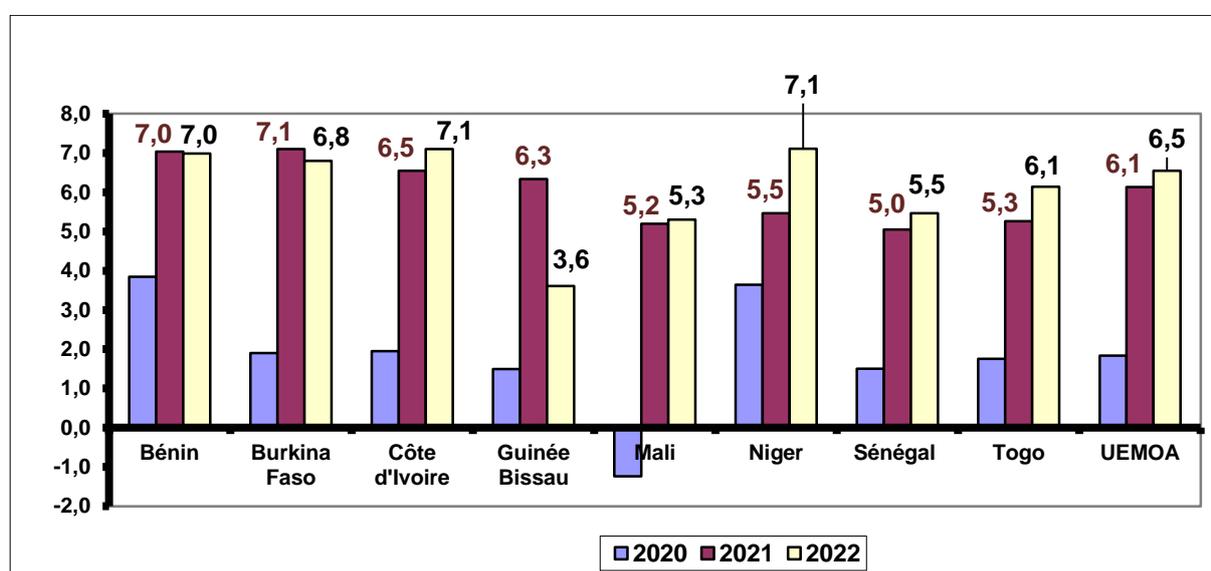
Aux Etats-Unis, en Europe et au Japon, les banques centrales maintiennent leurs taux à des niveaux bas pour favoriser la relance des activités économiques pendant et après la crise sanitaire.

2. Conjoncture dans la zone UEMOA

2.1. Activité économique régionale

Les estimations de croissance pour l'année 2021 indiquent une progression de l'activité économique de l'Union de 6,1%, contre 1,8% en 2020. Les effets négatifs de la crise sanitaire sur les économies des Etats membres de l'Union se sont nettement atténués. Le taux de croissance par Etat membre se présenterait, en 2021, comme suit : Bénin (+7,0%), Burkina Faso (+7,1%), Côte d'Ivoire (+6,5%), Guinée-Bissau (+6,3%), Mali (+5,2%), Niger (+5,5%), Sénégal (5,0%) et Togo (+5,3%). En 2022, un taux de croissance de 6,5% est attendu sous l'hypothèse de la poursuite de la relance après la crise sanitaire.

Graphique 3 : Taux de croissance économique dans l'UEMOA



Source : Commission UEMOA.

Activité agricole

Les estimations de la campagne agricole 2020/2021 indiquent que pour le Burkina Faso, le Sénégal et la Côte d'Ivoire, la production d'exportation a enregistré des hausses respectives de 31,6%, 33,0% et 1,0%. Pour le Burkina Faso, la bonne performance des cultures d'exportation s'explique, en partie, par les augmentations de 124,8% de la production de soja, de 63,5% de celle d'arachide et de 14,5% de celle de coton. Dans le même temps, des baisses ont été notées au Mali, au Togo et en Guinée-Bissau.

Quant à la production vivrière, les plus fortes progressions ont été enregistrées en Guinée-Bissau, avec une augmentation de 49,1%, par rapport à la campagne précédente. Des hausses ont aussi été notées au Sénégal, au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso et au Togo.

Tableau 2 : Production agricole dans l'UEMOA pour la campagne 2020/2021

Etats	Production vivrière		Production d'exportation	
	en tonne	%	en tonne	%
Bénin¹	11 621 155	4,4	nd	nd
Burkina Faso	6 147 035	5,1	1 810 289	31,6
Côte d'Ivoire	20 630 034	5,7	5 515 500	1,0
Guinée Bissau	661 727	49,1	144 660	-28,6
Mali	10 953 234	-5,5	156 822	-77,3
Niger	nd	nd	nd	nd
Sénégal	5 277 026	32,0	3 495 125	33,0
Togo	3 850 361	6,2	106 797	-43,6
UEMOA	nd	nd	nd	nd

Source : INS des Etats membres.

Activité industrielle²

L'indice de la production industrielle de la Guinée Bissau a progressé de 1,6%, au troisième trimestre 2021, comparativement au trimestre précédent. L'augmentation de la production des branches « édition, imprimerie et reproduction de supports » (+4,4%), « fabrication d'autres produits minéraux » (+1,5%) et « fabrication de produits alimentaires » (+1,2%) explique essentiellement cette hausse. En glissement annuel, l'indice baisse de 26,8%.

Tableau 3 : Indice harmonisé de la production industrielle (IHPI)

Pays	3T20	2T21	3T21	Variations (%)	
				3T21/2T21	3T21/3T20
Bénin	184,2	201,0	nd	nd	nd
Burkina Faso	152,1	122,3	nd	nd	nd
Côte d'Ivoire	98,0	nd	nd	nd	nd
Guinée Bissau³	190,7	137,3	139,5	1,6	-26,8
Mali	87,8	92,9	98,7	6,2	12,3
Niger	102,3	92,2	nd	nd	-nd
Sénégal⁴	103,6	110,2	118,5	7,6	12,4
Togo	117,9	123,2	119,0	-3,3	9,8

Source : INS des Etats membres.

¹ La production d'exportation ne comprend pas celle de canne à sucre et de tabac.

² Seuls quatre (04) pays (Guinée-Bissau, Mali, Togo et Sénégal) ont communiqué à bonne date, les données du troisième trimestre 2021 de la production industrielle.

³ IPI de la BCEAO.

⁴ Ensemble sans égrenage de coton.

Au cours du trimestre considéré, l'Indice harmonisé de la production industrielle (IHPI) a progressé de 6,2% au Mali. Cette progression serait essentiellement imputable à la hausse de la production des branches : « fabrication de produits à base de tabac » (+63,1%), « fabrication de produits chimiques » (+25,7%) et « fabrication de matériels électriques » (+22,9%). En glissement annuel, l'indice augmente de 12,3%.

Sur la période sous revue, l'IHPI a progressé au Sénégal de 7,6%. Cette évolution se justifie principalement par la hausse de la production dans les branches « autres produits des industries extractives » (20,8%), « produits du raffinage et de la cokéfaction » (+10,1%) et « produits manufactures diverses » (+15,5%). Comparativement à la même période de l'année 2020, la production industrielle a progressé de 12,4%.

Au Togo, au troisième trimestre 2021, la production industrielle a baissé de 3,3%, comparativement à un trimestre plus tôt. Ceci s'explique principalement par la hausse très importante de la production de papier et de carton (-38,8%). En glissement annuel, la production industrielle progresse de 9,8%.

Activité dans le commerce et les services⁵

L'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail⁶ a baissé de 5,8% en Côte d'Ivoire, au troisième trimestre 2021, comparativement au trimestre précédent. Cette contreperformance s'explique, notamment, par les reculs observés au niveau des branches « produits pétroliers » (-12,7%), « produits non transformés de l'agriculture » (-6,2%) et « autres produits » (-6,7%). En glissement annuel, l'indice progresse de 4,3%.

Pour la Guinée-Bissau, l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail⁷ s'est amélioré de 3,1% sur la période sous revue. Cette progression est surtout la conséquence des augmentations notées au niveau des « autres appareils électriques » (+44,4%). En glissement annuel, l'indice progresse de 8,9%.

Quant au Sénégal, le chiffre d'affaires du commerce affiche une hausse de 2,4% au troisième trimestre 2021, comparativement au second trimestre 2021. Cette hausse fait notamment suite à l'augmentation du chiffre d'affaires du « commerce de gros » (+8,8%). En glissement annuel, l'indice a progressé de 10,5%, surtout en raison de la branche « commerce et réparation d'automobiles et de cycles ».

L'indice du chiffre d'affaires des services a augmenté de 0,04% au Sénégal, au troisième trimestre 2021, comparativement à un trimestre auparavant. Cette hausse s'explique surtout par les hausses constatées au niveau des branches « activités immobilières » (+28,4%) et « activités artistiques et culturelles » (+36,7%). En glissement annuel, cet indice a progressé de 19,3%.

⁵ Seuls la Côte d'Ivoire, la Guinée Bissau et le Sénégal ont transmis des données sur l'indice du chiffre d'affaires du commerce et/ ou des services.

⁶ Produit par la BCEAO.

⁷ Produit par la BCEAO

Créations d'entreprises

Une hausse de 3,0% a été observée au Bénin, au troisième trimestre 2021, en matière de création d'entreprises, comparativement au second trimestre de la même année. Ainsi 7 102 entreprises ont été enregistrées, contre 6 897 au trimestre précédent. En glissement annuel, le nombre d'entreprises enregistrées progresse de 1,6%.

En Guinée-Bissau, 142 entreprises ont été enregistrées, au troisième trimestre 2021, contre 173 au trimestre précédent, soit une baisse de 17,9%. En glissement annuel, le nombre d'entreprises enregistrées augmente de 17,4%.

Une baisse de 40,1% des créations d'entreprises a été observée, au troisième trimestre de l'année 2021, au Sénégal, par rapport au trimestre précédent (12 579 entreprises ont été enregistrées, contre 21 017). Les entreprises créées sont essentiellement individuelles (+77,3%). Par rapport à la même période de l'année dernière, le nombre d'entreprises créées augmente de 6,7%.

Au Togo, au troisième trimestre 2021, 3 495 entreprises ont été enregistrées, contre 3 224 au trimestre précédent, soit une hausse de 8,4%. Par rapport à la même période de l'année 2020, le nombre d'entreprises enregistrées progresse de 0,8%.

2.2. Evolution de l'inflation

L'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) est ressorti en hausse de 2,0% au cours du troisième trimestre de l'année 2021, en variation trimestrielle. Cette évolution du niveau général des prix, mesuré par l'IHPC global, s'est traduite, en glissement annuel, par une nette progression de 4,2%. L'analyse des différentes composantes de l'indice général des prix permet de noter que l'évolution des prix constatée en variation trimestrielle a été essentiellement induite par la hausse du sous-indice de la fonction « Alimentation et boissons non alcoolisées » (+ 3,4%). Toutes les composantes de l'IHPC ont affiché des évolutions de prix à la hausse en variation trimestrielle, à l'exception notable de la composante « Loisir et culture » (-1,9%).

En glissement annuel, la hausse des prix observée (+4,2%), relativement importante, tient aussi principalement à l'évolution des prix de la fonction « Alimentation et boissons non alcoolisées » qui ont connu une progression remarquable de 6,9% sur la période, et dans une bien moindre mesure, aux augmentations de prix constatées au niveau de la fonction « Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » (+2,0%).

Tableau 4 : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par fonction

FONCTION DE CONSOMMATION	Pond.	2020		2021			Variation (%)	
		Trim3	Trim4	Trim1	Trim2	Trim3	3T21/ 2T21	3T21/ 3T20
Alimentation et boissons non alcoolisées	4246,3	109,3	108,7	108,3	113,0	116,8	3,4	6,9
Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants	121,4	114,9	113,3	112,4	114,4	117,5	2,6	2,3
Articles d'habillement et chaussures	703,2	105,0	105,5	105,9	105,9	106,2	0,3	1,1
Logement, eau, électricité, gaz, et autres combustibles	1107,8	105,0	105,6	105,5	107,0	107,1	0,1	2,0
Meubles, articles de ménages et entretien courant du foyer	451,9	104,4	104,6	105,3	105,7	106,2	0,5	1,7
Santé	423,2	103,9	104,0	105,6	105,3	105,3	0,0	1,3
Transport	891,8	101,3	101,0	100,7	101,4	101,7	0,3	0,4
Communication	486,5	94,7	94,9	95,9	96,7	96,8	0,1	2,2
Loisir et culture	253,7	102,4	102,5	104,2	105,1	103,1	-1,9	0,7
Enseignement	231,2	105,5	107,3	107,6	107,8	107,9	0,1	2,3
Restaurant et hôtel	638,8	106,8	107,3	107,8	108,2	108,6	0,4	1,6
Biens et services divers	444,2	105,2	105,7	106,3	106,2	107,5	1,2	2,1
Total	10000,0	106,0	105,9	106,0	108,3	110,4	2,0	4,2

Source : Commission de l'UEMOA.

L'analyse de la dynamique de l'IHPC, sur la base des évolutions constatées dans les Etats membres de l'Union, permet de noter que la hausse observée (+2,0%), en variation trimestrielle, tient à la hausse des prix relevée dans tous les Etats membres, particulièrement au Sénégal (+4,3%), au Togo (+3,6%), au Niger (+4,3%) et au Bénin (+2,7%).

Tableau 5 : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par Etat membre

PAYS	Pondération	2020		2021			Variation (%)	
		Trim3	Trim4	Trim1	Trim2	Trim3	3T21/ 2T21	3T21/ 3T20
BENIN	807,3	104,9	104,0	102,6	106,6	109,5	2,7	4,4
BURKINA	849,0	105,5	105,6	104,3	107,3	108,9	1,5	3,2
COTE D'IVOIRE	3 796,9	106,3	106,8	108,7	110,9	111,4	0,5	4,8
GUINEE-BISSAU	216,6	106,5	106,6	106,6	108,2	113,8	5,2	6,9
MALI	740,0	103,0	102,8	101,6	104,1	104,4	0,3	1,4
NIGER	602,8	107,0	104,7	106,1	107,7	112,3	4,3	5,0
SENEGAL	1 958,6	108,5	109,1	107,1	107,5	112,1	4,3	3,3
TOGO	1 028,9	106,0	106,2	106,4	111,0	115,0	3,6	8,5
UEMOA	10 000,0	106,0	105,9	106,0	108,3	110,4	2,0	4,2

Source : Commission de l'UEMOA.

En glissement annuel, le taux d'inflation relevé (+4,2%) s'explique par le fait que l'IHPC s'est affiché en nette hausse et a dépassé les 3% dans tous les Etats membres de l'Union, à l'exception du Mali (+1,4%). Cette dynamique de l'inflation a été essentiellement portée par le taux d'inflation relevé en Côte d'Ivoire (+6,9%) et, dans une moindre mesure, par ceux observés au Togo (+8,5%), au Sénégal (+3,3%), au Bénin (+4,4%) et au Niger (+5,0%).

Tableau 6 : Inflation sous-jacente et nomenclature secondaire de l'IHPC

Libellé	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Union
Indice produit frais	-2,3	1,4	0,3	4,1	2,5	1,0	4,4	-2,4	1,2
Indice Energie	-0,1	-0,1	-0,6	1,1	-0,2	0,1	0,5	0,6	-0,1
Taux d'inflation sous-jacente	0,1	0,5	-0,3	0,3	0,3	0,2	0,5	0,3	0,1
Produits locaux	-0,8	0,9	-0,1	1,4	1,2	0,8	1,9	-0,6	0,5
Produits importés	0,1	0,6	0,6	0,5	0,4	0,8	0,4	0,4	0,5
Produits du secteur primaire	-3,3	1,6	-0,2	2,8	2,3	1,1	2,9	-2,3	1,1
Produits du secteur secondaire	0,2	0,2	0,4	0,8	0,2	0,6	0,5	0,2	0,3
Produits du secteur tertiaire	0,1	0,1	-0,6	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	-0,3
Biens non durables	-1,2	1,2	0,2	1,2	1,3	0,8	2,3	-0,5	0,7
Biens semi durables	0,3	0,0	-0,2	0,4	0,2	0,2	0,0	0,1	0,0
Biens durables	0,1	0,0	0,6	-0,2	-0,3	0,2	0,7	0,1	0,2

Source : Commission de l'UEMOA.

Au niveau régional, les prix des produits frais ont affiché, au troisième trimestre de l'année 2021, une augmentation de 1,2%, par rapport au deuxième trimestre de l'année 2021. Les prix des produits énergétiques se sont inscrits en très légère baisse (-0,1%) sur la période. En conséquence, l'inflation sous-jacente, c'est-à-dire, hors produits frais et énergie, est ressortie en légère progression (+0,1%), en variation trimestrielle.

Enfin, sur la base des réalisations de l'IHPC pour les neuf (09) premiers mois de l'année 2021, le taux d'inflation annuel moyen est prévu à 3,5% à la fin de l'année 2021.

2.3. Secteur extérieur

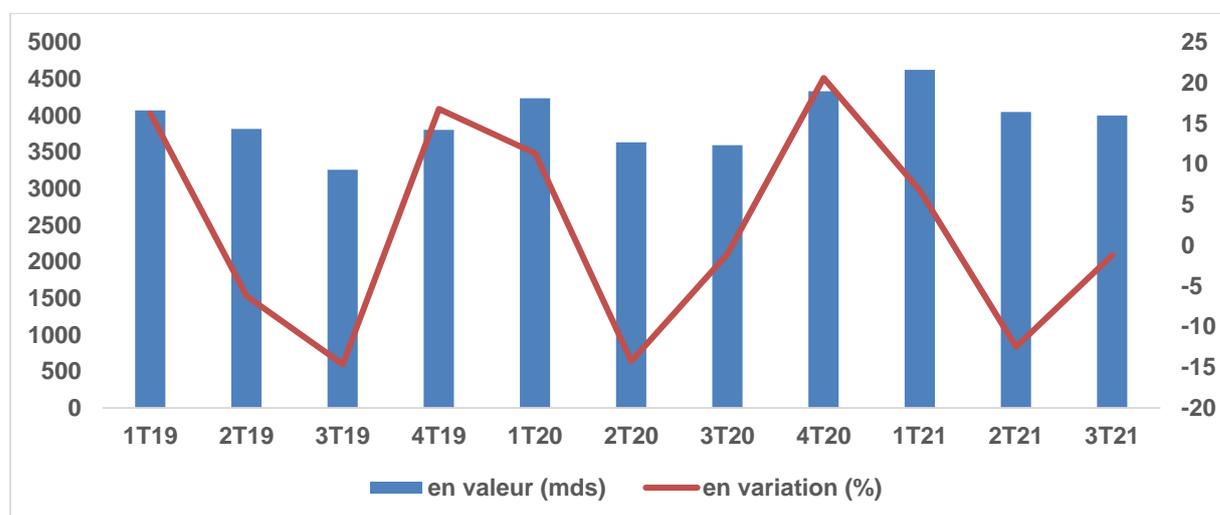
Au troisième trimestre 2021, les échanges extérieurs de l'Union ont été caractérisés, comparativement au trimestre précédent, par un repli des exportations (-1,2%) et une très légère hausse des importations (+0,3%). Par rapport à la même période de l'année 2020, les ventes et les achats à l'extérieur de l'Union ont augmenté respectivement de 11,3% et 13,0%.

Exportations

Les exportations de l'Union sont en baisse de 49,2 mds (-1,2%) au troisième trimestre 2021, par rapport au second trimestre de l'année. Le recul des ventes à l'extérieur résulte principalement de leur chute observée dans tous les Etats membres, à l'exception de la Guinée-Bissau (+62,3 mds) et du Mali (+49,8 mds). Parmi les Etats membres dont les ventes ont baissé, le Burkina Faso a affiché le recul (- 98,0 mds) le plus important en niveau, respectivement suivi par le Niger (-28,0 mds), le Bénin (-16,4 mds), la Côte d'Ivoire (-11,9 mds), le Sénégal (-6,6 mds) et le Togo (-0,5 mds). En termes relatifs, la baisse la plus importante a été relevée au Niger (-28,6%), ce pays ayant été respectivement suivi du Burkina Faso (-13,9%), du Bénin (-10,2%), du Sénégal (-1,1%), de la Côte d'Ivoire (-0,8%) et du Togo (-0,3%).

Concernant les Etats membres dont les exportations ont baissé, il est à relever que la contreperformance des ventes du Bénin provient essentiellement des « fruits à coque comestibles (à l'exclusion des fruits oléagineux), frais ou secs, même sans leur coque ou décortiqués » (-11,1 pp) et des « tourteaux et autres résidus solides (à l'exception des drêches), même broyés ou agglomérés sous forme de pellets, de l'extraction de graisses ou huiles de graines oléagineuses, de fruits oléagineux ou de germes de céréales » (-2,8 pp). S'agissant du Niger, la baisse globale de ses exportations résulte de celle observée au niveau de tous les produits d'exportation du pays, à l'exception des « hydrocarbures » (+15,5%). En effet, des baisses sont enregistrées pour les « produits miniers » (-52,4%), principalement en raison du recul des ventes d'uranium (-89,6%) à l'extérieur, atténuées par la hausse des exportations d'or (+51,4%), et dans une moindre mesure par les baisses relevées au niveau des « animaux vivants » (-68,5%), des « produits agricoles » (-49,6%) et des « autres produits » (-28,2%).

Graphique 4 : Evolution trimestrielle des exportations de l'Union



Source : à partir des données des INS des Etats membres.

Comparativement au même trimestre 2020, les exportations de l'Union, au troisième trimestre 2021, sont en hausse de 405,4 mds (+11,3%), en lien avec les augmentations enregistrées dans tous les Etats membres, à l'exception du Burkina Faso pour lequel elles sont affichées en repli de 5,3 mds (-0,9%), du Mali où elles ont baissé de 24 mds (-4,3%) et du Niger où elles ont reculé de 199,3 mds (-74,1%). Au niveau des Etats membres dont les ventes en glissement annuel ont augmenté, la Côte d'Ivoire a enregistré la plus forte progression en valeur absolue (+425,7 mds), suivie respectivement par le Sénégal (+129,0 mds), le Togo (+31,8 mds), le Bénin (+29,4 mds) et la Guinée-Bissau (+18,0 mds). En termes relatifs, la plus grande variation a été observée en Guinée-Bissau (+40,7%), laquelle a été suivie de la Côte d'Ivoire (+30,0%), du Sénégal (+28,1%), du Togo (+27,7%) et du Bénin (+25,5%).

L'examen détaillé de ces évolutions permet de relever que la hausse observée au Bénin résulte de celles des exportations de « coton (à l'exclusion des linters), non cardé ni peigné » (+19,6 pp), de « graines et fruits oléagineux, n.d.a. » (+3,5 pp), des « huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux, etc. » (+1,6 pp) et d' « huile de coton

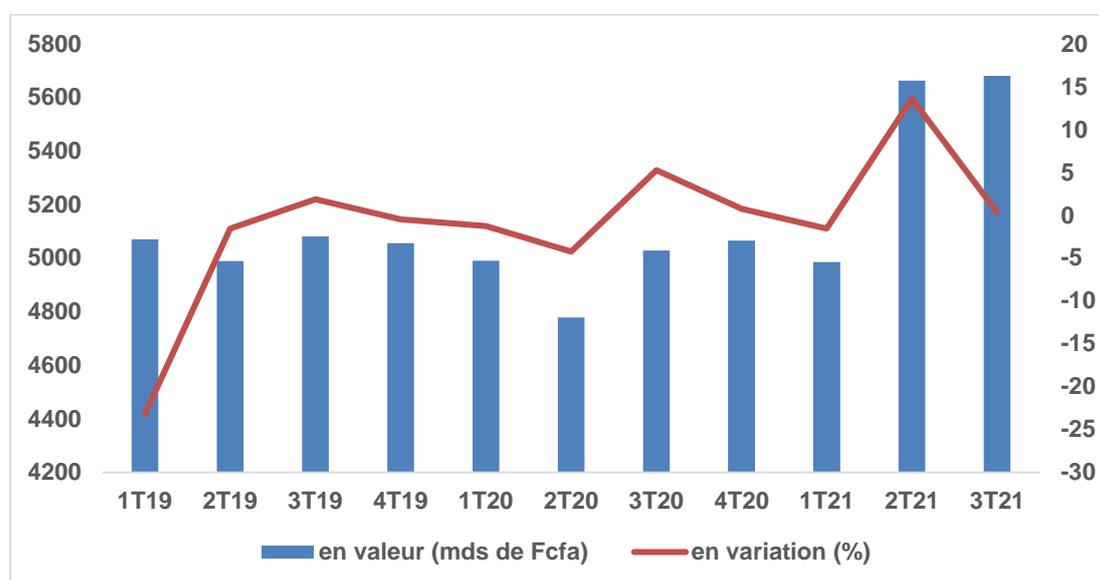
et ses fractions » (+1,0 pp). En ce qui concerne, la baisse relevée au Niger, elle provient de celle enregistrée au niveau des « produits miniers » (-90,1%) ainsi qu'au niveau des « autres produits » (-67,9%). La bonne évolution des ventes des principaux produits restants a permis d'atténuer cette baisse. Il s'agit notamment des hausses enregistrées au niveau des « hydrocarbures » (+56,0%), des « animaux vivants » (+88,2%) et des « produits agricoles » (+82,1%).

Importations

Les importations de l'Union, au troisième trimestre 2021, ont augmenté de 17,3 mds (+0,3%) par rapport au second trimestre de l'année, en lien avec les évolutions contrastées dans tous les Etats membres. En effet, les achats à l'extérieur ont augmenté de 18,4 mds au Burkina Faso (+3,0%), de 24,4 mds au Sénégal (+2,0%) et de 20,7 mds au Togo (+6,1%). En revanche, ils ont connu des baisses de 6,2 mds au Bénin (-1,4%), 13,2 mds en Côte d'Ivoire (-0,7%), 6,5 mds en Guinée-Bissau (-17,0%), 12,3 mds au Mali (-1,6%) et 8,1 mds (-2,2%) au Niger.

Les produits qui ont contribué à la baisse des achats au Bénin sont les « huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux, etc. » (-6,8 pp), les « poissons congelés (à l'exception des filets de poisson et du poisson haché) » (-1,8 pp) et les « hétérosides ; glandes et autres organes et leurs extraits ; sérums, vaccins et produits similaires » (-1,0 pp). Pour ce qui est du Niger, le repli global résulte des baisses enregistrées au niveau des « produits alimentaires » (-0,7%) et des « autres produits » (-19,9%).

Graphique 5 : Evolution trimestrielle des importations en valeur de l'Union



Source : à partir des données des INS des Etats membres.

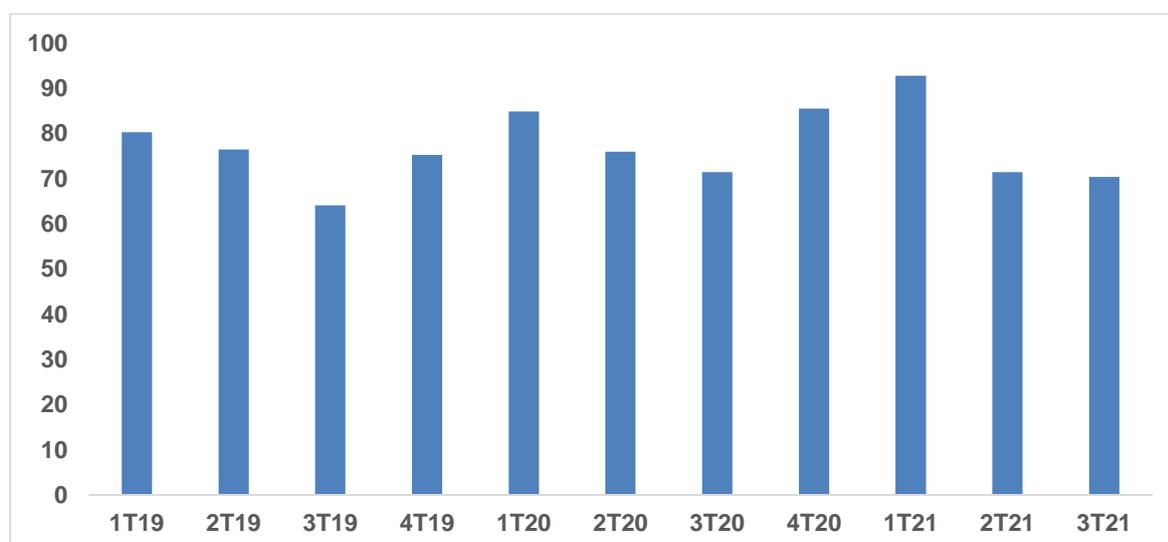
En glissement annuel, les importations de l'Union ont enregistré une hausse de 652,0 mds (+13,0%) résultant de leur augmentation dans tous les Etats membres, à l'exception du Niger (-39,3 mds, soit -8,1%). Comparativement au même trimestre de l'année 2020, la plus forte progression des achats à l'extérieur en valeur a été observée au Sénégal (+259,1 mds, soit +26,5%), ce pays ayant été respectivement suivi de la Côte d'Ivoire (+218,0 mds, soit +13,2%), du Burkina Faso (+81,5 mds, soit +15,0%), du Mali (+57,8 mds, soit +8,2%), du Bénin (+54,5 mds, soit +14,6%), du Togo (+18,3 mds, soit +5,4%) et la Guinée Bissau (+2,2 mds, soit +7,5%). La hausse observée au Bénin s'explique par un accroissement des importations de « riz semi-blanchi, même poli, glacé, étuvé ou converti (y compris le riz en brisures) » (+8,9 pp), de « viandes et abats comestibles, frais, réfrigérés ou congelés, des volailles du sous-groupe 001.4 » (+2,1 pp), de « fil machine en fer ou en acier » (+1,6 pp), des « autres houilles, même pulvérisées » (+1,5 pp) et des « ciments hydrauliques (y compris les ciments non pulvérisés dits clinkers), même colorés » (+1,4 pp).

Taux de couverture

Au troisième trimestre 2021, seule la Guinée-Bissau a pu totalement couvrir ses importations par ses exportations. Au niveau de l'Union, le taux de couverture est ressorti à 70,4%, au cours de la période sous revue, soit une baisse de 1,1 pp par rapport au deuxième trimestre 2021. Par Etat membre, le Niger a affiché taux de couverture le plus faible (19,0%), suivi respectivement du Bénin (33,8%), du Togo (40,8%), du Sénégal (47,4%), du Mali (70,0%), du Burkina Faso (97,3%) et de la Côte d'Ivoire (98,7%).

En glissement annuel, le taux de couverture de l'Union est en baisse de 1,0 pp, résultant des détériorations enregistrées au Burkina Faso (-15,6 pp), au Mali (-9,1 pp) et au Niger (-47,3 pp). Les autres Etats membres ont enregistré des hausses.

Graphique 6 : Evolution du taux de couverture des importations par les exportations de l'Union (en %)

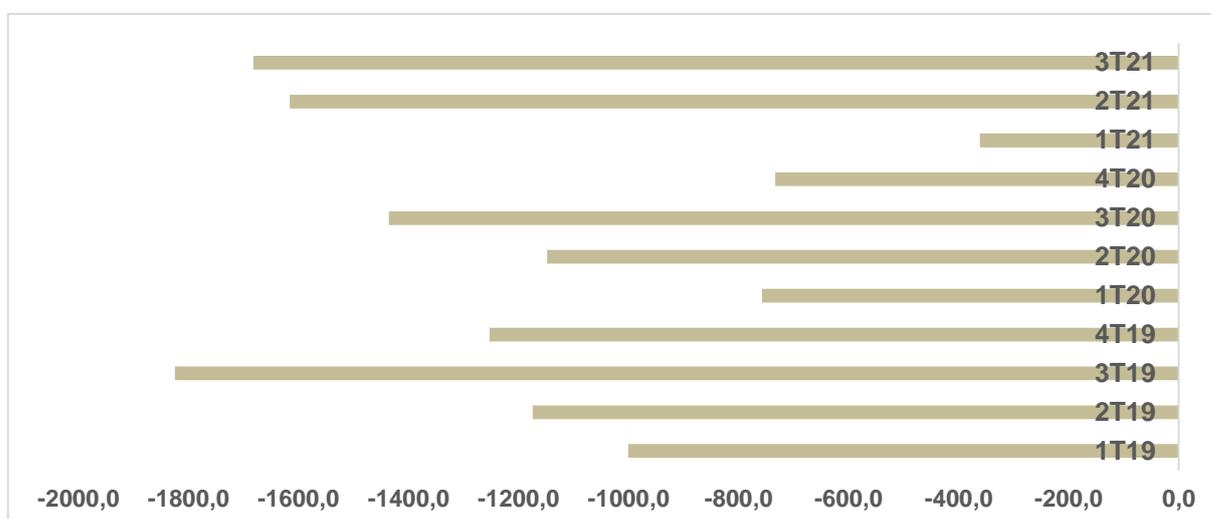


Source : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA sur la base des données des INS.

Solde commercial

Le déficit commercial de l'Union, au troisième trimestre 2021, s'est dégradé de 66,5 mds, comparativement au trimestre précédent, ressortant à 1682,1 mds. L'examen par pays indique des aggravations du déficit dans tous les pays, à l'exception du Burkina Faso (+116,4 mds), de la Côte d'Ivoire (+1,3 mds) et de la Guinée Bissau (+68,8 mds). Pour les autres Etats membres, le Mali est le pays pour lequel le solde commercial s'est le plus dégradé, avec un niveau de -228,6 mds, soit un creusement de plus de 62,1 mds, suivi du Sénégal avec -650,9 mds (-31,0 mds), du Togo avec -212,5 mds (-21,1 mds), du Niger avec -296,5 mds (-19,9 mds) et du Bénin avec -283,5 mds (-10,2 mds). En glissement annuel, le déficit commercial de l'Union s'est creusé de 246,6 mds.

Graphique 7 : Evolution trimestrielle du solde commercial de l'Union
(en mds FCFA)



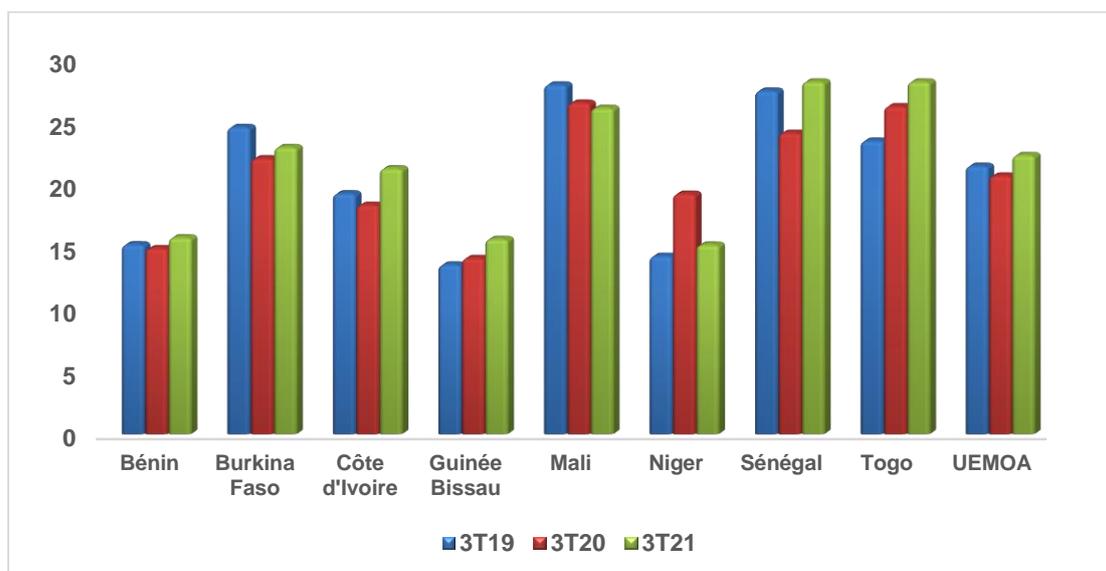
Source : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA sur la base des données des INS.

Compétitivité extérieure : Taux de pénétration

Le troisième trimestre 2021 a été caractérisé par un maintien du taux de pénétration de l'Union à son niveau du trimestre précédent (+22,3%).

Par rapport au même trimestre de l'année 2020, le taux de pénétration de l'Union a progressé de 1,6 pp au troisième trimestre 2021. Le niveau de ce taux demeure faible, témoignant de la nécessité de diversifier les économies de l'Union. La poursuite des politiques dans le domaine et leur intensification doivent continuer de figurer parmi les priorités de développement économique afin que les Etats membres puissent mieux s'intégrer dans le commerce mondial et réduire leur vulnérabilité face aux chocs extérieurs.

Graphique 8 : Evolution trimestrielle du taux de pénétration dans l'Union



Source : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA sur la base des données des INS.

2.4. Finances publiques

Recettes

Au cours du troisième trimestre de l'année 2021, les données conjoncturelles sur les finances publiques de l'Union (hors Niger) indiquent que les recettes budgétaires totales s'y sont établies à 3776,6 mds, contre 3326,8 mds au troisième trimestre de l'année précédente. Autrement dit, cette évolution correspond à une hausse de 449,8 mds, en termes absolus, et à une progression relative de 13,5% en glissement annuel.

Concernant l'évolution de la situation financière dans les Etats membres de l'Union (hors Niger), il ressort des données conjoncturelles du troisième trimestre 2021 que l'évolution à la hausse des recettes, constatée en glissement annuel, s'explique par la progression des recettes totales dans la plupart des Etats membres de l'Union (hors Niger), sur la période, notamment en Côte d'Ivoire (+189,3 mds, soit +12,6%), au Sénégal (+172,0 mds, soit +32,3%), au Mali (+143,0 mds, soit +31,8%), au Togo (+24,8 mds, soit +17,7%) et en Guinée-Bissau (+9,2 mds, soit +40,9%). Sur la même période, les recettes budgétaires totales ont, en revanche, évolué à la baisse au Burkina Faso (-67,9 mds, soit -12,1%) et au Bénin (-20,6 mds, soit -6,3%).

Concernant les principales composantes des recettes, les données du troisième trimestre 2021 indiquent que la hausse des recettes totales de l'Union (hors Niger) résulte de la dynamique des recettes fiscales qui se sont affichées en hausse de 528,7 mds (+20,2%), par rapport au troisième trimestre de l'année 2020.

Tableau 7 : Recettes et Dépenses publiques dans les Etats membres de l'UEMOA
(en mds).

Rubriques	Etats membres							
	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo
Recettes	306,2	495,2	1481,2	31,7	592,7	0,0	704,6	165,0
Totales	<i>326,8</i>	<i>563,1</i>	<i>1292,0</i>	<i>22,5</i>	<i>449,7</i>	<i>0,0</i>	<i>532,6</i>	<i>140,2</i>
	-6,3%	-12,1%	14,7%	40,9%	31,8%	--	32,3%	17,7%
Recettes Fiscales	251,8	406,3	1212,6	28,0	429,0	0,0	667,5	153,7
	<i>215,8</i>	<i>360,5</i>	<i>1076,4</i>	<i>20,2</i>	<i>317,7</i>	<i>0,0</i>	<i>496,8</i>	<i>132,7</i>
	16,7%	12,7%	12,6%	38,4%	35,0%	--	34,4%	15,8%
Recettes non fiscales	45,9	65,2	224,2	3,8	30,2	0,0	34,6	11,3
	<i>39,3</i>	<i>57,8</i>	<i>155,2</i>	<i>2,3</i>	<i>22,4</i>	<i>0,0</i>	<i>15,7</i>	<i>7,3</i>
	16,8%	12,8%	44,4%	63,2%	34,7%	--	120,9%	54,7%
Dépenses Totales	451,2	783,5	1841,4	50,7	565,1	0,0	1165,0	290,3
	<i>476,1</i>	<i>689,2</i>	<i>1844,7</i>	<i>29,8</i>	<i>525,4</i>	<i>0,0</i>	<i>970,8</i>	<i>263,7</i>
	-5,2%	13,7%	-0,2%	70,2%	7,5%	--	20,0%	10,1%
Dépenses Courantes	268,4	515,9	1081,1	39,4	167,2	0,0	1360,4	200,2
	<i>287,0</i>	<i>490,9</i>	<i>1144,8</i>	<i>29,8</i>	<i>139,7</i>	<i>0,0</i>	<i>346,1</i>	<i>197,2</i>
	-6,5%	5,1%	-5,6%	32,3%	19,7%	--	293,1%	1,5%
Dépenses en Capital	182,8	268,0	564,4	11,2	50,3	0,0	227,7	89,8
	<i>184,4</i>	<i>198,2</i>	<i>541,2</i>	<i>4,2</i>	<i>112,1</i>	<i>0,0</i>	<i>194,8</i>	<i>66,5</i>
	-0,9%	35,2%	4,3%	164,6%	-55,1%	--	16,9%	34,9%
Solde Global	-145,0	-288,3	-360,1	-19,0	27,6	0,0	-460,4	-125,3
	<i>-149,4</i>	<i>-126,0</i>	<i>-552,8</i>	<i>-7,3</i>	<i>-75,7</i>	<i>0,0</i>	<i>-438,2</i>	<i>-123,6</i>
	-2,9%	128,7%	-34,8%	160,6%	-136,5%	--	5,1%	1,4%

Note : Les chiffres en gras correspondent aux chiffres du 3ème trimestre 2021, tandis que les chiffres en italiques sont les chiffres du troisième trimestre 2020. Les taux de croissance en glissement annuel sont présentés en pourcentage.

Source : CNPE/Commission de l'UEMOA.

Cette évolution des recettes fiscales, au niveau régional (hors Niger), s'explique par la mobilisation accrue de ces recettes dans tous les Etats membres de l'Union (hors Niger), sur la période, notamment en Côte d'Ivoire (+136,2 mds, soit +12,6%), au Mali (+111,3 mds, soit +35,0%), au Sénégal (+170,7 mds, soit +34,4%), au Burkina Faso (+45,8 mds, soit +12,7%), au Bénin (+36,0 mds, soit +16,7%), au Togo (+20,9 mds, soit +15,8%) et en Guinée-Bissau (+7,8 mds, soit +38,4%). S'agissant des recettes non fiscales, elles sont ressorties en hausse de 115,1 mds (+38,4%) en glissement annuel. Cette progression a principalement été impulsée par la hausse de +68,9 mds (+44,4%) des recettes non fiscales observée en Côte d'Ivoire.

Dépenses

Au troisième trimestre 2021, les dépenses publiques totales de l'Union (hors Niger) se sont inscrites en hausse de 347,3 mds, soit une augmentation de 7,2% en termes relatifs, par rapport au troisième trimestre de l'année 2020. Cette dynamique des dépenses publiques régionales a été notamment portée par les hausses, relevées au

Sénégal (+194,2 mds, soit +20,0%) et au Burkina Faso (+94,3 mds, soit +13,7%). En dehors de ces pays, le Mali (+39,7 mds, soit +7,5%), le Togo (+26,6 mds, soit +10,1%) et la Guinée-Bissau (+20,9 mds, soit +70,2%) ont observé des hausses de leurs dépenses publiques totales, tandis que le Bénin (-25,0 mds, soit -5,2%) et la Côte d'Ivoire (-3,4 mds, soit -0,2%) ont enregistré des baisses.

L'analyse de l'évolution des dépenses publiques totales selon leurs principales composantes permet de constater que la hausse des dépenses publiques observée au niveau régional (hors Niger) est due principalement à la hausse des dépenses courantes de l'Union (hors Niger) qui s'est globalement établie autour de 3632,5 mds, soit une progression relative d'environ 37,8%, par rapport au troisième trimestre de l'année 2020. Cette évolution des dépenses courantes au niveau de la région s'explique notamment par la hausse de 1014,3 mds (+293,1%) des dépenses courantes du Sénégal, en glissement annuel. Cette hausse est en partie tirée par celle des traitements et salaires (+52,7%). Sur la période, seuls la Côte d'Ivoire (-63,7 mds, soit -5,6%) et le Bénin (-18,6 mds, soit -6,5%) ont affiché des baisses de leurs dépenses courantes, toutefois, dans de faibles proportions. Concernant les dépenses en capital de l'Union, elles sont ressorties également en hausse de 92,6 mds (+7,1%), par rapport au troisième trimestre de l'année précédente. Cette hausse des dépenses d'investissement régionales (hors Niger) tient principalement aux hausses observées, notamment, au Burkina Faso (+69,8 mds, soit +35,2%) et au Sénégal (+32,9 mds, soit +16,9%). Sur la période, la baisse la plus importante a été enregistrée au niveau du Mali (-61,8 mds, soit -55,1%).

Solde budgétaire

Au terme du troisième trimestre 2021, l'exécution budgétaire au sein des Etats membres de l'UEMOA indique que la position budgétaire globale de l'Union (hors Niger) est restée déficitaire, mais est ressortie en amélioration de 102,5 mds, par rapport au troisième trimestre de l'année 2020, pour se situer à -1370,4 mds. Cette amélioration du déficit budgétaire de l'Union (hors Niger) résulte principalement de l'amélioration de la position budgétaire de la Côte d'Ivoire de 192,6 mds par rapport à la situation du troisième trimestre 2020. Sur la même période, l'évolution la plus remarquable, dans les autres Etats membres de l'Union, a été relevée au Mali où le déficit budgétaire s'est amélioré de 103,3 mds, en glissement annuel, pour se révéler excédentaire au terme du troisième trimestre 2021. Enfin, il importe de souligner que le Burkina Faso a enregistré la plus importante dégradation (-162,2 mds) de sa position budgétaire sur la même période.

2.5. Situation monétaire

Masse monétaire

Au terme du troisième trimestre de l'année 2021, les données conjoncturelles sur la situation monétaire de l'Union (hors Niger) indiquent une baisse de 56,4 mds en termes absolus, correspondant, en variation trimestrielle, à une légère diminution relative de 0,2% en termes relatifs. Cette évolution des disponibilités monétaires s'explique par

l'évolution à la baisse de la masse monétaire dans certains Etats membres de l'Union. En effet, par rapport au deuxième trimestre de 2021, les disponibilités monétaires se sont affichées en baisse en Côte d'Ivoire (-222,8 mds, soit -1,6%), au Mali (-57,4 mds, soit -1,4%) et au Bénin (-46,9 mds, soit -2,5%). Sur la même période, la masse monétaire a, en revanche, évolué à la hausse au Sénégal (+167,1 mds, soit +2,4%), au Togo (+94,0 mds, soit +4,6%), au Burkina Faso (+7,9 mds, soit + 0,2%) et en Guinée-Bissau (+1,7 mds, soit +0,4%).

Actifs extérieurs nets

Concernant les actifs extérieurs nets au niveau de l'Union, l'analyse des données du deuxième trimestre de l'année 2021 indique une évolution à la baisse, d'un montant de 658,3 mds, soit une diminution relative de 4,6%, par rapport au deuxième trimestre de la même année.

Tableau 8 : Masse monétaire et contreparties dans les Etats membres de l'UEMOA (en mds).

Rubriques	Etats membres							
	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo
Masse monétaire	1797,7	5022,8	14055,8	482,6	3994,9	0,0	7136,1	2140,1
	<i>1844,6</i>	<i>5014,9</i>	<i>14278,6</i>	<i>480,9</i>	<i>4052,2</i>	<i>0,0</i>	<i>6969,0</i>	<i>2046,1</i>
	-2,5%	0,2%	-1,6%	0,4%	-1,4%	#DIV/0!	2,4%	4,6%
Actifs Extérieurs Nets	2089,0	2431,2	4192,8	333,7	1187,6	0,0	2268,7	1069,6
	<i>1970,2</i>	<i>2512,4</i>	<i>4595,3</i>	<i>355,5</i>	<i>1165,9</i>	<i>0,0</i>	<i>2594,2</i>	<i>1037,1</i>
	6,0%	-3,2%	-8,8%	-6,1%	1,9%	#DIV/0!	-12,5%	3,1%
BCEAO	151,8	595,8	2623,1	229,9	685,8	0,0	1458,9	196,5
	<i>287,9</i>	<i>600,9</i>	<i>3205,2</i>	<i>252,4</i>	<i>667,9</i>	<i>0,0</i>	<i>1624,0</i>	<i>135,9</i>
	-47,3%	-0,8%	-18,2%	-8,9%	2,7%	#DIV/0!	-10,2%	44,6%
Banques Commerciales	1937,2	1835,4	1569,7	103,8	501,7	0,0	809,8	873,1
	<i>1682,3</i>	<i>1911,5</i>	<i>1390,2</i>	<i>103,1</i>	<i>498,1</i>	<i>0,0</i>	<i>970,2</i>	<i>901,3</i>
	15,2%	-4,0%	12,9%	0,6%	0,7%	#DIV/0!	-16,5%	-3,1%
Créances sur les autres secteurs	1654,6	3286,5	8051,6	184,9	3010,6	0,0	4862,1	1376,1
	<i>1647,2</i>	<i>3223,9</i>	<i>8092,0</i>	<i>141,4</i>	<i>3016,4</i>	<i>0,0</i>	<i>4838,6</i>	<i>1300,6</i>
	0,5%	1,9%	-0,5%	30,8%	-0,2%	#DIV/0!	0,5%	5,8%
Créances nettes sur l'administration centrale	-265,2	10,2	4154,2	45,2	473,7	0,0	1599,7	-82,8
	<i>-191,0</i>	<i>-23,4</i>	<i>4062,2</i>	<i>36,7</i>	<i>584,6</i>	<i>0,0</i>	<i>1114,8</i>	<i>-56,4</i>
	38,8%	-143,7%	2,3%	23,2%	-19,0%	#DIV/0!	43,5%	46,8%

Note : Les chiffres en gras correspondent aux chiffres du troisième trimestre 2021, tandis que les chiffres en italiques sont les chiffres du quatrième deuxième trimestre 2021. Les taux de croissance trimestriels sont présentés en pourcentage.

Source : BCEAO.

Cette dynamique des disponibilités extérieures nettes de l'Union, observée en variation trimestrielle, s'explique par les baisses enregistrées au niveau des actifs extérieurs nets en Côte d'Ivoire (-402,5 mds, soit -8,8%) et au Sénégal (-325,6 mds, soit -12,5%), mais aussi, dans une moindre mesure, au Burkina Faso (-81,2 mds, soit -3,2%) et en Guinée-Bissau (-21,8 mds, soit -6,1%). Ces baisses n'ont été que peu compensées par les hausses relevées au Bénin (+118,8 mds, soit +6,0%), au Mali (+21,6 mds, soit +1,9%) et au Togo (+32,5 mds, soit +3,1%).

Créances sur les autres secteurs

Sur le troisième trimestre de l'année 2021, les créances sur les autres secteurs se sont affichées, au niveau régional (hors Niger), en hausse de 166,3 mds, soit une progression relative de 0,7%, par rapport au trimestre précédent. Cette évolution des créances du secteur bancaire sur les autres secteurs de l'économie, hors administrations publiques, tient aux hausses enregistrées dans la plupart des Etats membres de l'Union, c'est-à-dire, au Togo (+75,5 mds, soit +5,8%), au Burkina Faso (+62,6 mds, soit +1,9%), en Guinée-Bissau (+43,5 mds, soit +30,8%), au Sénégal (+23,5 mds, soit +0,5%) et au Bénin (+7,4 mds, soit +0,5%). Les seules baisses relevées au niveau des créances du secteur bancaire l'ont été en Côte d'Ivoire (-40,4 mds, soit -0,5%) et au Mali (-5,8 mds, soit -0,2%).

Créances nettes sur l'administration centrale

Au terme du troisième trimestre de l'année 2021, il ressort de l'analyse des données conjoncturelles de la situation monétaire de l'Union (hors Niger) que les créances nettes du secteur bancaire sur les administrations centrales se sont établies à 34 629,9 mds, contre 34 686,3 mds au trimestre précédent, soit une hausse absolue de 407,5 mds, correspondant à une détérioration relative de 7,4% de la position nette des administrations centrales auprès du secteur bancaire. Du point de vue des Etats membres, cette détérioration résulte des augmentations des créances sur les administrations centrales relevées au Sénégal (+484,9 mds, soit +43,5%), en Côte d'Ivoire (+92,0 mds, soit +2,3%), au Burkina Faso (+33,7 mds, soit +143,7%) et en Guinée Bissau (+8,5 mds, soit +23,2%). Sur la période, seuls le Mali (-110,9 mds, soit -19,0%) et le Togo (-26,4 mds, soit +46,8%) ont affiché une amélioration de leur position nette des administrations centrales auprès du secteur bancaire.

2.6. Activités de la BRVM⁸

Le redressement des principaux indicateurs de l'activité observé sur la place financière de l'UEMOA, depuis le mois de février 2021, après une baisse enregistrée au cours des cinq (05) dernières années, se poursuit.

En rythme trimestriel, l'indice BRVM 10 se raffermi de 16,7%, après une hausse de 1,4% enregistrée le trimestre précédent. De même, l'indice composite se renforce de 37,1%, après +14,5% au deuxième trimestre. Cette accélération du rythme de

⁸ Extrait de la note de conjoncture de la Côte d'Ivoire à fin septembre 2021

progression des indices est perceptible au niveau des secteurs d'activité mais à des degrés divers. Ainsi, les secteurs « agriculture » et « industrie » enregistrent les plus fortes hausses, suivis des secteurs « transport », « distribution », « finances » et « services publics ».

La capitalisation boursière, en rythme annuel, s'est accélérée de 35,1%, après 24,3% le mois précédent, grâce notamment à l'effet combiné d'une progression accentuée de la capitalisation du marché des actions (+46,0%, après +18,0% le mois précédent) et d'une décélération du marché des obligations (+27,7%, après +29,4% le mois précédent).

Le volume des transactions, tout comme la valeur totale transigée, ont décéléré pour se situer respectivement à 102,9% et 111,0%, après 206,8% et 336,8% au deuxième trimestre 2021.

Sur un an, l'indice des dix (10) valeurs les plus significatives s'accroît de 21,8% et l'indice global ressort en hausse de 45,7%. Ces indices ont notamment été marqués par la progression des indices sectoriels, en particulier ceux de l'agriculture (+223,3%), de l'industrie (+158,1%), du transport (+94,9%) et de la distribution (+67,8%).

En moyenne, sur les neuf premiers mois de l'année 2021, l'indice BRVM 10 croît de 2,2%, tandis que l'indice BRVM composite progresse fortement, c'est-à-dire de 14,9%, en glissement annuel.

3. Principaux faits marquants

3.1. Environnement international

Septembre 2021 - Dans le sillage des autres sources d'énergie, en particulier le gaz naturel, le prix du pétrole progresse, touchant le seuil symbolique des 80 dollars, son plus haut niveau depuis octobre 2018. La forte demande de carburant, liée à la reprise économique et du trafic aérien et routier, et une offre limitée expliquent l'appréciation de l'or noir. Mais la poursuite de la hausse pourrait ralentir la croissance.

Le cours du baril de Brent a franchi le seuil symbolique des 80 dollars en séance mardi. Il faut remonter à octobre 2018 pour retrouver un tel niveau. Depuis son point bas d'octobre 2020, la référence européenne a augmenté de quelques 116%. Aux Etats-Unis, le baril de WTI suit la même tendance dépassant les 76,27 dollars, s'approchant du dernier sommet du début de l'été à 76,98 dollars le baril.

Si elle persistait, cette augmentation ne risque-t-elle pas de ralentir la vigoureuse reprise économique mondiale, estimée à 5,5% cette année (+ 4,1% prévus pour 2022) par les experts de l'Opep ?

Source : www.latribune.fr

Septembre 2021 – Les États-Unis sont dans l'incapacité à émettre de nouveaux emprunts pour se financer si la limite actuelle de 28.400 milliards de dollars n'est pas rehaussée. Dimanche, la secrétaire américaine au Trésor a lancé un nouvel avertissement au Congrès pour les exhorter à relever le plafond de la dette, au risque de provoquer le "shutdown", et à sa suite, "une crise financière historique".

La situation devient alarmante, l'opposition systématique du GOP (Grand Old Party, comprendre le parti républicain) commence à donner des sueurs froides à l'administration Biden. Dimanche, la secrétaire américaine au Trésor Janet Yellen, a lancé un nouvel avertissement au Congrès des États-Unis pour exhorter ses représentants à cesser la guerre de tranchées et à voter de manière bipartite le rehaussement du plafond de la dette des Etats-Unis, au risque de provoquer "une crise financière historique".

Dans un éditorial publié par le *Wall Street Journal*, elle a rappelé au Congrès que son inaction en 2011, sous Obama, avait provoqué une menace de défaut de paiement qui avait entraîné une dégradation de la note du pays.

Source : www.latribune.fr

Août 2021 - Les prix à la consommation dans les 19 pays membres de la Zone euro ont atteint en août une hausse de 3% sur un an. La BCE dont l'objectif est de maintenir l'inflation sous les 2% n'entend pas agir, considérant cette hausse comme passagère. L'inflation dans la Zone euro poursuit son ascension. Au mois d'août, les prix à la consommation dans les 19 pays membres qui utilisent la monnaie unique se sont affichés à 3% sur un an glissant, après avoir progressé de 2,2% en juillet, selon la première estimation établie ce mardi par Eurostat. C'est davantage que le consensus de Reuters qui anticipait 2,7%.

"C'est comme un disque rayé. Une hausse surprise de plus pour l'inflation de la Zone euro. Les prévisions des analystes semblent simplement incapables de suivre le rythme de hausse rapide de l'inflation dans la Zone euro", souligne Fabio Balboni, économiste chez HSBC.

Dans le détail, la hausse des prix de l'énergie est estimée à 15,4% en rythme annuel, après une hausse de 14,3% le mois précédent, précise Eurostat. Ceux des biens industriels hors énergie ont augmenté de 2,7% sur un an, ceux de l'alimentation, de l'alcool et du tabac de 2 %.

Source : www.latribune.fr

Juillet 2021 – Progression du produit intérieur brut, baisse du chômage... La situation économique en Europe s'améliore, en dépit de la hausse de l'inflation, qui est passée au delà du seuil maximum fixé par la Banque centrale européenne. L'embellie - qui est toutefois moins rapide qu'aux Etats-Unis - reste soumise à l'évolution du variant Delta.

Un rebond de 2% du PIB : c'est la performance de la Zone euro (pour +1,9% dans l'UE) lors des trois derniers mois, après deux reculs successifs. Un chiffre qui confirme les déclarations de Christine Lagarde, la présidente de la Banque centrale européenne, qui estimait récemment que *"la reprise de l'économie de la Zone euro est en bonne voie"*. Sur la période avril-juin 2021, l'économie européenne a pu repartir, grâce à l'accélération des campagnes vaccinales et à un allègement progressif des restrictions sanitaires.

L'Espagne (+2,8%), l'Italie (+2,7%) et l'Allemagne (+1,5%) tirent la croissance européenne, tandis que la France, qui renoue avec une évolution positive de la création de richesse, reste en retrait (+0,9%).

Source : www.latribune.fr

3.2. Pays de l'UEMOA

Septembre 2021 – Togo - La Banque islamique de développement (BID) accorde au Togo, 20,15 millions \$, pour soutenir ses projets d'électrification dans les régions reculées, comme l'annonce l'institution multilatérale ce dimanche 26 septembre 2021, suite à la réunion de son conseil d'administration.

Source : www.togofirst.com

Août 2021 – Togo - Le Togo vient de bénéficier d'un appui significatif dans l'amélioration de son secteur éducatif. La Banque mondiale a approuvé jeudi un financement de 60,1 millions de dollars (un peu plus de 33 milliards FCFA) de l'Association internationale de développement (IDA) et du Partenariat Mondial pour l'Education, pour aider le gouvernement à assurer la qualité et un accès équitable à l'éducation de base.

Source : www.togomatin.tg

Juillet 2021 – Togo - Au Togo, les financements des banques à l'économie, au premier trimestre de l'année, se sont élevés à 195 milliards FCFA. Selon Simfeitchéou Pré, qui a présenté ce chiffre à l'ouverture du Conseil National du Crédit ce jeudi 15 juillet, il s'agit d'une augmentation de 54% par rapport au premier trimestre 2020.

Source : www.togofirst.com

Conclusion

L'analyse des principaux signaux économiques montre que la conjoncture au troisième trimestre 2021 est bien orientée.

En effet, la campagne agricole 2020/2021 donne des résultats satisfaisants dans la plupart des Etats membres de l'Union et la production industrielle a progressé en Guinée Bissau, au Sénégal et au Mali, mais a baissé au Togo. De même, le chiffre d'affaires du commerce a progressé en Guinée Bissau et au Sénégal. Au cours de la même période, les cours des principales matières premières exportées par les pays de l'Union sont globalement en hausse, à l'exception de l'or.

Au niveau du commerce extérieur, il est enregistré une baisse des exportations et une hausse des importations induisant un solde commercial qui se dégrade. Les finances publiques ont dégagé un solde budgétaire qui s'améliore, bien que la position budgétaire de l'Union reste déficitaire. Toutefois, la masse monétaire et les actifs extérieurs nets sont en baisse, tandis que les créances sur les autres secteurs ont enregistré une hausse.

En somme, considérant le poids des matières premières dans les économies de l'Union, il est possible de postuler que la conjoncture est bien orientée au cours du trimestre sous revue.

Par ailleurs, le troisième trimestre de l'année 2021, comme le second, est caractérisé par une relative accalmie au niveau de la pandémie du coronavirus dans certains pays de la Zone UEMOA, malgré une recrudescence dans les pays avancés d'Europe et d'Amérique. Cet environnement favorable encourage, pour l'heure, la hausse de la demande de matières premières et favoriserait celle des prix de ces dernières dont dépendent les pays de l'Union, pour les prochains mois.

Au plan des prévisions, le FMI table sur une reprise de l'économie mondiale pour l'année 2022. En conséquence, la bonne tenue des cours des matières premières pourrait être assurée pour ladite année, puisque la demande de ces matières premières devrait progresser. Dans ces conditions, la croissance en Afrique subsaharienne devrait s'améliorer et les éléments précités augurent une bonne orientation de la conjoncture pour le prochain trimestre de l'année 2021 et ceux de 2022.

ANNEXES

Evolution des exportations (en mds)

Etats membres	1T20	2T20	3T20	4T20	1T21	2T21	3T21
Bénin	161,30	111,75	115,40	96,20	139,90	161,20	144,80
Burkina Faso	577,74	599,01	612,32	748,86	703,95	705,03	607,05
Côte d'Ivoire	2 154,5	1 513,9	1 420,5	2 078,9	2 392,1	1 858,0	1 846,1
Guinée Bissau	0,3	9,5	44,3	4,9	2,1	0,0	62,3
Mali	535,8	647,9	557,3	551,8	556,5	483,6	533,4
Niger	84,1	214,7	269,0	265,4	64,7	97,7	69,7
Sénégal	591,0	430,7	458,3	456,1	644,5	593,9	587,3
Togo	128,2	102,0	114,8	129,6	119,9	147,0	146,6
UEMOA	4 232,8	3 629,5	3 591,9	4 331,8	4 623,7	4 046,5	3 997,3

Source : INS des Etats membres.

Evolution des importations (en mds)

Etats membres	1T20	2T20	3T20	4T20	1T21	2T21	3T21
Bénin	351,7	280,8	373,8	389,4	384,9	434,5	428,3
Burkina Faso	616,4	561,1	542,4	546,5	602,2	605,5	623,9
Côte d'Ivoire	1 508,9	1 398,8	1 652,1	1 553,5	1 499,6	1 883,2	1 870,1
Guinée Bissau	26,1	30,1	29,4	35,5	35,0	38,1	31,7
Mali	749,3	731,9	704,2	743,0	833,5	774,2	762,0
Niger	355,0	505,2	405,5	429,5	360,5	374,3	366,2
Sénégal	1 123,4	983,9	979,1	1 024,1	955,2	1 213,8	1 238,2
Togo	259,4	285,8	340,8	343,8	314,3	338,4	359,1
UEMOA	4 990,2	4 777,6	5 027,5	5 065,2	4 985,2	5 662,1	5 679,4

Source : INS des Etats membres.

Evolution trimestrielle du taux de couverture (en %)

Etats membres	1T20	2T20	3T20	4T20	1T21	2T21	3T21
Bénin	45,9	39,8	30,9	24,7	36,3	37,1	33,8
Burkina Faso	93,7	106,8	112,9	137,0	116,9	116,4	97,3
Côte d'Ivoire	142,8	108,2	86,0	133,8	159,5	98,7	98,7
Guinée Bissau	1,2	31,6	150,4	13,9	5,9	0,1	196,9
Mali	71,5	88,5	79,1	74,3	66,8	62,5	70,0
Niger	23,7	42,5	66,3	61,8	18,0	26,1	19,0
Sénégal	52,6	43,8	46,8	44,5	67,5	48,9	47,4
Togo	49,4	35,7	33,7	37,7	38,1	43,4	40,8
UEMOA	84,8	76,0	71,4	85,5	92,7	71,5	70,4

Source : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA sur la base des données des INS.

Evolution trimestrielle du solde commercial (en mds FCFA)

Etats membres	1T20	2T20	3T20	4T20	1T21	2T21	3T21
Bénin	-190,4	-169,0	-258,4	-293,2	-245,0	-273,3	-283,5
Burkina Faso	-38,7	37,9	69,9	202,4	101,8	99,5	-16,9
Côte d'Ivoire	645,6	115,1	-231,6	525,5	892,5	-25,2	-23,9
Guinée Bissau	-25,8	-20,6	14,9	-30,5	-33,0	-38,1	30,7
Mali	-213,5	-84,0	-146,9	-191,2	-277,0	-290,6	-228,6
Niger	-270,9	-290,6	-136,5	-164,1	-295,7	-276,6	-296,5
Sénégal	-532,4	-553,2	-520,8	-568,0	-310,7	-619,9	-650,9
Togo	-131,2	-183,8	-226,1	-214,2	-194,4	-191,4	-212,5
UEMOA	-757,4	-1 148,2	-1 435,5	-733,3	-361,5	-1 615,6	-1 682,1

Source : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA sur la base des données des INS.